

Unité départementale de la Vendée  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr  
Tél : 02.72.74.78.20  
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.24.473  
Réf. Préf. : Dossier n°96/0174  
n°AIOT/GUN : 0006300757

La Roche sur Yon, le 07 Janvier 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 03/12/2024**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEDEP SAS**

Les Bonottières Bellevue

85190 Beaulieu-sous-la-Roche

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement SEDEP SAS implanté au lieu-dit Les Bonottières Bellevue 85190 Beaulieu-sous-la-Roche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDEP SAS
- Les Bonottières Bellevue 85190 Beaulieu-sous-la-Roche
- Code AIOT : 0006300757
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière des Bonottières est autorisée par arrêté préfectoral du 05/08/2009 à exploiter une carrière de granite à ciel ouvert et une installation de traitement pour une durée de 30 ans sur le territoire de la commune de Beaulieu-sous-la-Roche. Cet établissement a fait l'objet de plusieurs arrêtés complémentaires depuis 2009 concernant notamment les rejets aqueux de la carrière (APC du 06/04/2021).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface (suivi, compatibilité des rejets avec les usages,...),
- Classement 2720.

## Références réglementaires :

- Arrêté préfectoral n ° 09-DRCTAJE-1-487 du 5 août 2009,
- Arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ-1-188 du 6 avril 2021,
- Arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières<sup>1</sup>.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

---

<sup>1</sup> NOR : ENVP9430348A

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suivi du pH sur le site (asservissement des rejets aqueux)	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.4.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis - §2 - tiret 1/10	Susceptible de suites	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
7	Limitation des émissions de poussières des installations	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi qualitatif des rejets aqueux – respect des valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.2.2	Sans objet
3	Autres paramètres à suivre sur le rejet de la carrière	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.4.3	Sans objet
4	Analyses autres hors site (Ruisseau de la Vacherie)	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.4.4	Sans objet
6	Etude de compatibilité du rejet aqueux aux usages	Arrêté Préfectoral du 06/04/2021, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite 2023, des procédures écrites ont été présentées en 2024 dans le cadre du réglage, du suivi, de l'entretien du dispositif de traitement et de rejet des eaux de la carrière (eaux acides). Mais, la procédure concernant le contrôle des sondes n'a pas été rédigée, et certains points sont à compléter notamment concernant les opérations manuelles de réglage du traitement à la chaux. Ce

point ayant déjà fait l'objet d'une remarque lors de la visite précédente, un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé.

Un opérateur secondaire doit être formé sur l'ensemble des tâches rendues nécessaire pour le bon fonctionnement et l'entretien des dispositifs de traitement et de rejet. Au vu des enjeux présentés par la bonne gestion du dispositif de gestion des rejets (carrière acide) un projet d'arrêté de mise en demeure est proposée.

La régularisation de la rubrique 2720 concernant le stockage des déchets non inertes d'extraction de la carrière est en cours chez l'exploitant (étude en cours de relecture avant dépôt d'un cas par cas conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement). Ce point ayant déjà fait l'objet d'une remarque lors de la visite précédente, un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé.

Lors de la visite, il a été constaté l'absence de bardage en plusieurs points de l'installation de traitement tertiaire. Il est demandé à l'exploitant de fournir un devis et un échéancier de travaux pour la fermeture de ces points. Un dispositif d'aspersion est présent en sein de l'installation et permet de limiter les émissions. Au vu des enjeux représentés par ce type d'installation en matière de poussières un projet d'arrêté de mise en demeure est proposée.

L'exploitant procède conformément à la réglementation au suivi des retombées de poussières à une fréquence semestrielle (retombées < 500mg/m<sup>2</sup>/jour).

L'étude de compatibilité du rejet avec les usages à proximité fera l'objet d'un rapport de l'inspection en parallèle du présent rapport de visite permettant d'intégrer l'étude de juillet 2023 portée à la connaissance de l'inspection lors de la présente visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi qualitatif des rejets aqueux – respect des valeurs limites d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
I - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :		
<b>PARAMÈTRES</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES</b>	<b>NORME</b>
pH	5,5 < pH < 8,5	
Température	< 30 °C	
Matières en suspension totales (MEST)	< 35 mg/l	NF T 90 105
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	< 125 mg/l	NF T 90 101
Hydrocarbures	< 10 mg/l	NF T 90 114
Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures, en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.		
<b>Constats :</b>		

L'exploitant a transmis les résultats de l'analyse de mai 2024 et novembre 2024. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Les résultats de ces campagnes sont conformes aux valeurs limites ci-dessus.

L'exploitant respecte cette prescription.

14-mai-24		exhaure	Seuil réglementaire en cas de rejet
Rejet		oui	
Mesures in-situ	Température (°C)	15.2	< 30 °C
	pH	6.07	> 5.5 et < 8.5
	Conductivité (µS/cm)	1030	-
	pH	7.1	> 5.5 et < 8.5
MEST (mg/l)		29	< 35 mg/l
DCO (mg/l)		<10	< 125 mg/l
Hydrocarbures totaux (mg/l)		<0.055	< 10 mg/l
Fer (mg/l)		2.58	-
Manganèse (mg/l)		2.440	-
Modification de couleur du milieu récepteur	couleur ru la vacherie amont rejet (Pt/l)	87.6	-
	couleur ru la Vacherie aval rejet (Pt/l)	24.3	-
	différence	63.3	< 100 Pt/l
	pH ru la Vacherie amont rejet	6.42	-
pH ru la Vacherie aval rejet		6.39	-

Tableau 1. Résultats d'analyse du 14/05/2024 sur les rejets aqueux

13-nov-24		exhaure *	Seuil réglementaire en cas de rejet
Rejet		oui	
Mesures in-situ	Température (°C)	8.6	< 30 °C
	pH	6.67	> 5.5 et < 8.5
	Conductivité (µS/cm)	2047	-
	pH	6.3	> 5.5 et < 8.5
MEST (mg/l)		16	< 35 mg/l
DCO (mg/l)		<5	< 125 mg/l
Hydrocarbures totaux (mg/l)		<0.055	< 10 mg/l
Fer (mg/l)		1.40	-
Manganèse (mg/l)		3.000	-
Modification de couleur du milieu récepteur	couleur ru la vacherie amont rejet (Pt/l)	82	-
	couleur ru la Vacherie aval rejet (Pt/l)	9.9	-
	différence	72.1	< 100 Pt/l
	pH ru la Vacherie amont rejet	6.88	-
pH ru la Vacherie aval rejet		7.17	-

Tableau 2. Résultats d'analyse du 13/11/2024 sur les rejets aqueux

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi du pH sur le site (asservissement des rejets aqueux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"><li>lors de la visite d'inspection du 20/12/2023</li><li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li></li></ul>
Prescription contrôlée : <p>Une sonde de pH est mise en place au droit du dispositif de chaulage.</p> <p>L'émissaire de rejet cité au I de l'article 3.1.2.2 est équipé d'un dispositif de suivi et d'enregistrement en continu du pH.</p> <p>En dehors de la plage de pH indiqué du I de l'article 3.1.2.2 tout rejet vers le milieu est arrêté via un dispositif d'asservissement automatique avec transmission de l'information au personnel compétent.</p> <p>Une surveillance à minima hebdomadaire des dispositifs précités (sondes pH, chaulage) est mise en place. Le dispositif de transmission de l'information au personnel compétent est vérifié à minima mensuellement.</p> <p>NB : Prescriptions dans leur version du 20/11/2019 (arrêté complémentaire)</p>
Constats :
1/ Concernant les procédures :

Lors de la visite 2023, l'exploitant a été en mesure d'expliquer que sont réalisés :

- les contrôles hebdomadaires sur la vérification de l'état des sondes,
- le contrôle du calibrage des sondes tous les mois et demi ce qui permet de tester le dispositif de transmission de l'information au personnel compétent.
- la procédure permettant, en cas d'arrêt du rejet, un retour à des conditions normales et conforme de rejet des eaux dans le ruisseau.

Cependant, les procédures de contrôle (divers contrôle dont les sondes, retour aux conditions normales de rejets après arrêt,...) et la chaîne d'actions entraînée par le dispositif d'arrêt (notamment information aux correspondants désignés, arrêt du rejet et du pompage en fond de carrière,...) n'étaient pas formalisées par écrit.

Lors de la visite 2024, l'exploitant a transmis :

- une procédure de « gestion du pH des rejets aqueux » : cette procédure décrit et nomme les différents éléments constituant l'ensemble du dispositif de chaulage des eaux d'exhaure et indique le mode de gestion du pH mis en place sur l'automate gérant l'apport en chaux.

La procédure précise qu'en cas de défaut sur l'automate que le système bascule automatiquement sur un fonctionnement manuel. Un point spécifique est donc réalisé sur le « mode manuel » de la régulation de pH mais reste peu explicite pour guider un opérateur dans le réglage de pH. La procédure ne renvoie à aucune autre procédure plus détaillée.

La chaîne d'action en cas de pré-alarme (pH <5,7) et en cas de fermeture de la vanne est indiquée.

Le document aurait gagné en clarté en mentionnant également les plages de rejets pour lesquels la vanne est fermée.

La surveillance et la maintenance nécessaires au bon fonctionnement dispositif sont précisées.

- une procédure nommée « Mode opératoire du canal venturi » concernant le réglage du pH et se déroulant au droit de la centrale du canal venturi et de la centrale de gestion de la chaux : La procédure précise que le canal doit être laissé en fonctionnement automatique.

L'étape 1 en cas de pH non conforme est le « retour à la conformité du pH » via l'ajout de chaux ou la modification de la consigne de chaulage. Cette étape reste peu explicite pour guider un opérateur dans le réglage de pH. Cette étape ne renvoie à aucune autre procédure plus détaillée.

- une procédure de « réglage de la chaux, gestion du pH des eaux rejetées » : cette procédure indique comment modifier l'apport de chaux sur la centrale de gestion du silo de chaux. **Elle ne précise cependant pas la quantité de chaux à ajouter pour guider l'opérateur ni ne rappelle le contrôle à exercer par l'opérateur** (contrôle du pH toutes les 20 minutes selon le document « gestion du pH des rejets aqueux »).

- le relevé des suivis de la sonde de janvier à mi-novembre 2024 (relevé journalier - pH moyennés) : Les relevés bruts ont pu être consultés sur site via le logiciel d'enregistrement. Sur ce suivi, la fermeture de la vanne est matérialisée par la valeur 10 et son ouverture par la valeur 0. Le relevé présente également des valeurs autres (négatives ou à virgule). Postérieurement à la visite, l'exploitant a indiqué que les valeurs autres que 0 et 10 sont liés au traitement du signal récupéré pour l'enregistrement (passage d'un format logique de la position de la vanne vers un signal analogique « distorsion » de l'information avec l'apparition de valeurs différentes de « 0 » pour position ouverte ou « 10 » pour position fermée).

Aucune procédure relative au calibrage des sondes n'a été présentée par l'exploitant.

## 2/ Concernant la formation des agents en charge du dispositif de traitement

Hormis l'opérateur principal, réalisant les différents suivi/réglage sur l'ensemble des dispositifs de gestion des rejets de la carrière et rencontré en 2023, la formation de l'opérateur secondaire n'a

pas été assurée pour l'ensemble des tâches rendues nécessaires en l'absence de l'opérateur principal. La compétence des opérateurs susceptibles de suivre le dispositif de traitement des rejets n'est pas assurée sur l'intégralité des tâches nécessaires au bon fonctionnement du traitement. L'exploitant ne respecte pas la prescription ci-dessus.

### 3/ Concernant le suivi du calibrage des sondes

L'exploitant n'a pas présenté un registre récent de suivi des contrôles du calibrage des sondes. Un registre écrit est disponible et s'arrête au 29/01/2024. En l'absence depuis 6 semaines de l'opérateur principal gérant la centrale sur la carrière, la réalisation de ce suivi n'a pu être confirmée depuis le 29/01/2024. L'opérateur remplaçant n'a pas pour sa part pas procédé à ce contrôle en l'absence de connaissance de cette tâche. Le contrôle du calibrage de sondes n'est pas réalisé selon la fréquence mensuelle prescrite ci-dessus.

Lors de la visite, il n'y avait pas de rejet d'eau vers le milieu.

#### **Demandes formulées à l'exploitant à la suite du constat :**

La qualité des rejets d'eau d'exhaure vers le milieu est un enjeu important au vu de la nature du gisement qui rend les eaux d'exhaure acide. La réalisation de ces procédures ayant fait l'objet de remarques lors de la visite précédente, l'inspection **propose un arrêté de mise en demeure** pour :

- **revoir/compléter les procédures** doré-et-déjà en place qui doivent permettre à un opérateur de gérer le dispositif de traitement et de rejet des eaux d'exhaure ;
- **s'assurer que toutes les procédures nécessaires soit réalisées** (notamment le contrôle des sondes). L'ensemble de ces procédures doit permettre à un opérateur d'assurer le retour à la conformité du pH pour permettre le rejet (définir la quantité de chaux à ajouter, les contrôles à réaliser,...),
- **procéder au contrôle des sondes ;**

De plus au vu du **manque de formation constaté pour l'opérateur présent lors du contrôle** et susceptible d'intervenir sur l'ensemble des procédures nécessaires au fonctionnement, au suivi et à l'entretien du dispositif de contrôle du pH, l'arrêté de mise en demeure est complété de ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais (pour la réalisation de l'action corrective) : 1 mois**

### **N° 3 : Autres paramètres à suivre sur le rejet de la carrière**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

Les paramètres mesurés dans les eaux rejetées par la carrière sont au minimum ceux listés dans le tableau du I l'article 3.1.2.2. Les paramètres « manganèse » et « fer » sont également contrôlés.

Ces analyses sont a minima semestrielles.

*NB1 : Prescriptions dans leurs versions du 20/11/2019 (arrêté complémentaire)*

*NB2 : Ensemble des paramètres listés au tableau du I du 3.1.2.2 : pH, température, matières en suspension, demande chimique en oxygène et hydrocarbures.*

#### **Constats :**

Les paramètres mesurés, et présentés aux tableaux 1 et 2 ci-dessus, sont ceux listés dans le présent article.

L'exploitant respecte cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Analyses autres hors site (Ruisseau de la Vacherie)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi du pH en amont et en aval dans le milieu fait l'objet d'un suivi a minima semestriel. La modification de couleur du milieu récepteur en aval prescrit au I de l'article 3.1.2.2 fait l'objet d'une analyse annuelle.  <i>NB : Prescriptions dans leurs versions du 20/11/2019 (arrêté complémentaire).</i>
<b>Constats :</b> Ce suivi est présenté aux tableaux 1 et 2 ci-dessus. La fréquence semestrielle est respectée. Les paramètres mesurés sont le pH et la couleur. L'exploitant respecte cette prescription
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis - §2 - tiret 1/10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Mise en demeure, prescriptions</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : -</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.
<b>Constats :</b> Lors de la visite de 2023, l'inspection a constaté que le caractère inerte des boues des bassins d'exhaure n'a pas été démontré par l'exploitant et qu'un classement sous la rubrique 2720 est fortement pressenti. Il était demandé à l'exploitant, via un projet d'arrêté de mise en demeure : <ul style="list-style-type: none"><li>- de procéder à la caractérisation selon l'ensemble des critères susmentionnés (A à E), afin de conclure sur la nature inerte ou non inerte de ces boues ;</li><li>- le cas échéant, si les déchets ne sont pas inertes, procède à une caractérisation permettant de conclure sous l'éventuellement classement du site sous les rubriques 2720-1 (déchets dangereux) ou 2720-2 (déchets non dangereux non inertes) et procède à la régularisation administrative de la rubrique (inclus le récolement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 19/04/2010 selon le type de déchet).</li></ul> Postérieurement à la visite de 2023 et au projet d'arrêté de mise en demeure, l'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none"><li>- une étude de caractérisation des boues (réf : GEOSCOP – 23_14.20_ARO) de juin 2023. Cette étude conclut que les boues de décantation des trois lagunes présentent des dépassements de seuils de la catégorie des fortes anomalies naturelles pour l'arsenic et le cuivre sont constatés sur les quatre échantillons analysés et qu'à ce titre le stockage de ces boues relève de la rubrique 2720.</li></ul>



- un devis du 10/11/2023 passé auprès d'un bureau d'étude afin de régulariser la rubrique 2720.

Au vu des compléments apportés (action corrective en cours chez l'exploitant), l'inspection n'a pas donné suite au projet e mise en demeure .

Par mail du 08/07/2024, l'exploitant indiquait un nouvel échéancier pour la réalisation de l'étude par le prestataire avec remise de l'étude pour décembre 2024.

Lors de la visite 2024 l'exploitant a indiqué que cette étude venait de lui être transmise et est en relecture au sein de ses services.

Sur site lors de la visite il est constaté que le bassin de décantation des boues est présent en point haut dans la carrière (photo ci-contre).

L'exploitant indique que le cas par cas (R.181-46 et annexe du R.122-2) sera déposé rapidement après relecture par ses services.



Photographie 1. Bassin de stockage des boues de décantation (ru brique 2720)

#### **Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

Cette remarque ayant déjà fait l'objet de la visite précédente, un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé pour la régularisation de la rubrique 2720. Cette modification nécessite le dépôt d'un cas par cas (R.181-46 et annexe du R.122-2). Il est demandé à l'exploitant de procéder à ce dépôt sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais (dépôt du cas par cas) :** 3 mois

### **N° 6 : Etude de compatibilité du rejet aqueux aux usages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/04/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant, pour son établissement identifié à l'article précédent, procède à la mise à jour de son étude d'impact sur le volet des rejets aqueux de la carrière.

L'exploitant quantifie ses rejets et étudie la compatibilité de ses rejets avec l'état du milieu récepteur.

Le cas échéant, l'exploitant indique comment il compte rendre ses rejets compatibles avec le milieu et propose un programme d'auto-surveillance.

Cette étude est transmise à l'inspection pour le 31 janvier 2022.

#### **Constats :**

Par messages électroniques l'exploitant a transmis à l'inspection :

- l'étude SOCOTEC (rèf : 2022-597 du 07/12/2022 – version 3) accompagnée d'un courrier de transmission du 19/12/2022.

- l'étude HYDRO CONCEPT/SOCOTEC nommée « I2M2 amont et aval de la carrière des Bonottières » (rèf : campagne 2023 du 17/07/2023) a été transmise le 01/09/2023.
- l'étude complémentaire de « l'acceptabilité des rejets - Mesures hydrobiologique du 16/08/2023) a été transmise le 04/12/2024.

Ces études feront l'objet d'un courrier transmis en parallèle du présent rapport.

**Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

- Le bureau d'étude établit des recommandations de suivi analytique en amont et aval du Jaunay et un suivi biologique. Des prescriptions complémentaires pourraient être proposées par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite (*un projet de prescriptions complémentaires pourrait être proposé*)

**N° 7 : Limitation des émissions de poussières des installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 3.1.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Poussières

**Prescription contrôlée :**

I - L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter les émissions et la propagation des poussières. En particulier, les mesures suivantes seront mises en œuvre sur le site :

- [...]
- installations de traitement équipées d'un système d'abattage par pulvérisation d'eau, et bardage métallique pour les postes secondaires et tertiaires
- [...]

**Constats :**

Lors de la visite, les installations sont à l'arrêt (maintenance sur les tapis lors de la visite).

Il est constaté l'absence de bardage en plusieurs endroits du bâtiment tertiaire (cf photographie ci-contre).

Le bardage noté A a fait l'objet d'un devis pour réparation avec un prestataire en mars 2024 (devis consulté).

Les deux autres parties (notées B) ont été enlevées par la tempête de fin novembre 2024.

L'exploitant a indiqué avoir contacté le jour même de la présente visite un nouveau prestataire.



Photo 1 : Bardages manquant – visite du 03/12/2024

Un dispositif d'aspersion est présent au sein de l'installation et permet de limiter les émissions de poussières.

L'exploitant ne respecte pas cette prescription.

**Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

**Au vu des enjeux relatifs aux poussières sur ce type d'installation, l'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de procéder à la fermeture du bardage sous 3 mois.**

- transmettre le devis signé pour les travaux de bardage,
- s'engager sur un échéancier de travaux.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais (devis et échéancier) :</b> 3 mois